**Termes de référence**

**Evaluation finale**

(Mars 2023)

**Madini kwa Amani na Maendeleo**

« Améliorer la sécurité, la cohésion sociale et les droits de l'homme dans les zones minières

de l'Est de la RDC »

1. **Contexte**

|  |  |
| --- | --- |
| **Période évaluée :** 1er décembre 2019 – 31 août 2023 | **Période de l'évaluation :** mai-octobre 2023 |
| **Zones d'intervention du projet :** * Sud-Kivu : Territoires de Fizi, Kalehe et Shabunda, Chefferies des Bahavu et Bakisi, secteur de Mutambala ; groupements de, Basimukuma-Sud, Buzi et Bamuguba-Nord ;
* Ituri : Territoires de Djugu et Mambasa ; Chefferies des Mambisa, Bahema Baguru, Mambasa et Babila Bakwanza ; Groupements de Taratibu, Iga-Barrière, Nyangwe et Bapwele.
 |
| **Durée du projet :** 4 ans (1er décembre 2019 – 31 décembre 2023) | **Point focal Alert** : Le consultant sera supervisé par le DMEAL Manager d’Alert-RDC. |

La mauvaise gouvernance du secteur minier reste aujourd'hui l'un des principaux facteurs qui contribuent aux conflits en cours dans l'Est de la RDC. Quatre minerais-clés sont au centre de ces conflits multidimensionnels, les 3TG, qui comprennent l'étain, le tungstène, le tantale (sous forme de colombo-tantalite) et l'or. En septembre 2019, International Alert et le Ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas ont signé un contrat de partenariat pour la mise en œuvre du projet intitulé « Madini kwa Amani na Maendeleo » (« Améliorer la sécurité, la cohésion sociale et les droits de l'homme dans les zones minières de l'Est de la RDC »). Ce projet est exécuté par un consortium de cinq organisations notamment l’Observatoire Gouvernance et Paix au Sud-Kivu (OGP en sigle), Justice Plus en Ituri, IPIS et EurAc basées en Belgique, et International Alert qui assure la coordination (lead). Ce projet a comme objectif général de « Renforcer la stabilité dans la région des Grands Lacs ». Il s’assigne deux objectifs spécifiques dont :

* Réduire les conflits violents et améliorer la sécurité dans les mines « rouges » d'or et 3T du Sud-Kivu et de l'Ituri ;
* Améliorer la sécurité et la stabilité régionale à travers des chaînes plus « propres » de production et d’approvisionnement de ces minerais, et une gouvernance du secteur minier artisanal plus efficace à tous les niveaux.

Le projet prendra fin le 31 décembre 2023. Ces termes de référence sont élaborés pour donner les grandes lignes sur l’évaluation finale du projet. L’évaluation doit être réalisée avant la clôture du projet par un consultant ou cabinet externe approuvé par le bailleur du projet.

1. **Objectifs de l'évaluation**

L’objectif global de cette évaluation est de fournir la revue finale du projet Madini en appréciant sa performance selon les critères de l’OCDE-CAD et d’autres critères spécifiques. Cette évaluation finale poursuit les trois objectifs principaux ci-après :

Apprécier et analyser les réalisations accomplies après quatre ans de mise en œuvre du projet, comparativement aux résultats attendus et en adéquation avec la théorie de changement qui a sous-tendu la conception et les ambitions du projet : Il s’agira ici de déterminer le niveau actuel des indicateurs du projet au niveau des objectifs et au niveau des résultats et de comparer la situation finale à la situation de départ (étude de base). Quant à la théorie de changement, il s’agira de répertorier les hypothèse des liens de causalité entre actions et résultats et confirmer ou infirmer les hypothèses explicites ou implicites de la théorie de changement.

Capter les changements de pratiques, de comportement et d’attitudes adoptés par les acteurs privés (acteurs miniers), les membres des communautés ciblées, les acteurs de sécurité, les agents des services de l’Etat du secteur minier, les membres de structures parties prenantes aux activités; faire ressortir les acquis et les leçons pertinentes, en vue de la poursuite du projet et/ou du développement d’autres projets suivants ;

Apprécier de manière objective, quantitative et qualitative, la pertinence, l’efficience, et l’efficacité, des interventions du projet pendant ce temps, la durabilité des résultats atteints, suivant les des critères d'évaluation internationaux de l’OCDE / DAC ainsi que la gestion et coordination interne et externe du projet.

1. **Méthodologie de l'évaluation**

La méthodologique de l’évaluation sera proposée par le consultant dans sa proposition technique. Le consultant devra prendre en compte deux aspects dans la méthodologie proposée :

* Tester la validité de la théorie de changement et les hypothèses qui la sous-tendent, y inclut l’analyse des résultats et des effets atteints et la chaîne logique qui lie les interventions aux résultats ;
* Apprécier la pertinence, l’efficience, l’efficacité, et la durabilité des interventions du projet, ainsi que la gestion du projet y inclus la cohérence et la coordination au sein du consortium entre les partenaires du projet.

Le consultant croisera les approches quantitatives et qualitatives de manière à aborder les objectifs susmentionnés et pour répondre aux différentes questions d'évaluation ci-dessous. Au sein du volet évaluation basée sur la théorie de changement, il/elle devra proposer des méthodes spécifiques de documentation de changement en vue de donner une meilleure idée sur les changements dans les communautés/institutions ciblées auxquels le projet aurait contribué.

L’évaluation devrait évaluer aussi la prise en compte de l'aspect genre par le projet et surtout la prise en compte de différents besoins des femmes et des hommes, y inclus la collecte de données ventilées par sexe.

Alert attend une méthodologie avec des phases suivants :

* **Phase préparatoire :** revue de toute la documentation du projet, analyse actualisée du contexte de mise en œuvre du projet, préparation d’un plan de travail, conjointement avec l’équipe du projet ; finaliser la méthodologie de l'évaluation et l'élaboration des outils de collecte des données et une méthodologie d’échantillonnage.
* **Travail sur terrain** : recruter localement les collecteurs des données (si nécessaire) et les former[[1]](#footnote-1). Tester le questionnaire sur le terrain avec les différents groupes cibles à travers une enquête pilote ou pré-enquête ; Conduire la collecte des données.
* **Analyse des données qualitatives et quantitatives** triangulées et, si des contradictions apparaissent, elles sont explorées et des hypothèses sont présentées quant aux raisons pour lesquelles de telles contradictions pourraient exister ; les résultats préliminaires seront présentés à l’équipe du projet et le comité d’évaluation et le/la consultant/e devra prendre en considération les commentaires de l'équipe du projet.
1. **Timeframe and deliverables: The evaluation will take place between May and October 2023.**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Points d’action** | **Responsable** | **Date limite** |  **Livrables** |
| Publication et recrutement d’un consultant/ cabinet de consultance  | Comité d’évaluation  | 1 mars au 15 avril 2023 |  |
| Contractualisation avec le/les consultant(s) | Alert  | 30 avril 2023 |  |
| Analyse documentaire du projet Elaboration du rapport d’Inception, comprenant* *Une note méthodologique détaillée,*
* *Un plan* d’assurance de la qualité des données
* *Des plans de travail, de collecte de données et d'analyse des données*
* *Un protocole d’évaluation*

Elaboration des outils de collecte des données (Questionnaires, guide d’entretien, formulaire d’Outcome harvesting ou d’autres méthodologies proposées) | Consultant(s)  | 15 juin 2023 | Rapport d’Inception (draft)Outils de collecte de données (Draft) |
| Révision et validation du rapport d’Inception et des outils de collecte de données par le comité d’évaluation  | Comité d’évaluation | 30 juin 2023 | Rapport d’Inception finalOutils de collectes de données finalisés |
| Collecte des données qualitatives et quantitatives sur le terrain (période de trois/quatre semaines) | Consultants(s)  | Juillet-août 2023 | Plan de travail et plan opérationnel pour la collecte de données |
| Analyse préliminaire des données et présentation des résultats préliminaires | Consultants(s) Comité dévaluation | 1 septembre 2023 | Présentation PowerPoint sur les résultats préliminaires |
| Soumission du premier draft du rapport (en anglais) | Consultants(s) | 29 septembre 2023 | Rapport final d’évaluation (draft) |
| Revue du premier draft du rapport en anglais  | Alert, Comité d’évaluation | 6 octobre 2023 |  |
| Intégration des inputs dans le 1er draft du rapport et soumission du 2e draft du rapport  | Consultants(s) | 13 octobre 2023 |  |
| Soumission du rapport final (en anglais) et d’une synthèse en français  | Consultants(s) | 20 octobre 2023 | Rapport final d’évaluation en anglais et synthèse en français (les données brutes de l’évaluations) |
| Validation du rapport final par le bailleur | EKN  | 25 octobre 2023  |  |

**Livrables :** Certains produits livrables clés doivent être présentés sous forme de projet à Alert et le comité d’évaluation composé avant d'être finalisés comme indiqué dans le tableau ci-haut. Alert sera propriétaire de tous les produits livrables et de toutes les données de l'évaluation, qui pourront être utilisés pour la rédaction de rapports et de communiqués internes comme externes.

**Rapport final :** Le corps principal du rapport d’évaluation final, au format Word, qui sera produit en anglais, doit compter maximum 30 pages (hormis annexes/pièces jointes) et doit inclure les éléments suivants :

* Résumé des résultats clés de l’évaluation
* Table des matières, Liste des acronymes
* Note de synthèse
* Contexte (description du projet et du contexte)
* Objectifs et critères de l'évaluation
* Méthodologie et défis
* Résultats principaux et analyse basée sur :
* Le test de la validité de la théorie de changement et les hypothèse des liens de causalité entre action et résultat et confirmer ou infirmer les hypothèses,
* Les résultats et les effets atteints (indicateurs de résultats du projet)
* Les questions clés des critères CAD de l’OCDE
* La prise en compte de l’aspect genre
* Analyse des risques et des vulnérabilités, proposer des stratégies pour atténuer ces risques et tirer des leçons à cet égard ;
* Analyse des opportunités pour le renforcement de l’impact du projet ;
* Conclusions et recommandations, axées sur le développement d’une phase suivante du programme

Annexes :

* + Termes de référence de l'évaluation
	+ Plutôt la liste des répondants/entretiens/discussions en groupe (selon la méthodologie)
	+ Outils utilisés dans l'évaluation (guides concernant les questions à poser, questionnaires, grilles d'observation)
	+ Liste des documents consultés
	+ Cadre logique mis à jour du projet récapitulant l'accomplissement des résultats et les indicateurs de performance
	+ Analyse des résultats clés par indicateur ;
1. **Soutien et ressources fournis par le consortium**

Alert, au nom du consortium, fournira et financera un soutien logistique, incluant le voyage international si nécessaire, et tous les déplacements et hébergements dans le pays. Un véhicule tout-terrain avec chauffeur sera disponible pendant toute la période de consultation (véhicule de projet ou véhicule de location, selon les besoins et la disponibilité). Pour la collecte de données électroniques, Alert pourra fournir les appareils/tablettes.

Tous les locaux et fournitures standard seront fournis, mais le/les consultant/s devra/ont fournir son/leur propre(s) ordinateur(s). Le personnel de projet et de la direction appropriés et des membres du consortium seront disponibles pour participer au processus, comme convenu avec l'équipe avant le début de l'opération.

1. **Éthique et protection des données**

L'évaluation sera menée conformément aux politiques d'International Alert en matière de non-discrimination, de sensibilité aux conflits, de protection des données, de sauvegarde et d'éthique. Toutes les politiques pertinentes seront communiquées aux consultants avec leur contrat. Il est attendu que le/la consultant(e) démontrent dans leur méthodologie proposée comment ils prendront en compte la non-discrimination, la protection des données, la sauvegarde et l'éthique, ainsi que la sensibilité aux conflits et au genre.

1. **Assurance qualité**

*Comité d’évaluation* : Un comité d’évaluation sera constitué composé d’International Alert (COP et DCOP Madini, Directrice aux programmes), les membres du consortium, les présidents des CPS (Comité provincial de suivi des actions du secteur minier) de Bukavu et Bunia, et le représentant de l’ambassade des Pays Bas (EKN) avant le début de la consultance. Le comité accompagnera le processus et assurera la qualité de de l’analyse et méthodologie proposées dans le rapport d’inception, et après la présentation des résultats préliminaires et d’un brouillon du rapport final.

*Qualité des données* : Les données de qualité sont des données qui ne sont pas systématiquement biaisées et qui ne faussent pas la représentativité ou la couverture. Un plan d’assurance de la qualité des données proposé par le consultant tiendra compte de tout ce qui pourrait mal tourner dans la [collecte de données](https://dimewiki.worldbank.org/Primary_Data_Collection) à l’avance et élabore une stratégie pour prévenir ces problèmes. Le plan devrait être partagé dans le rapport d’inception. Ce plan d’assurance de la qualité des données s’attèlera sur trois éléments : la conception des outils de collecte de donnée/ de l’enquête, la gestion sur le terrain et le contrôle à haute fréquence.

1. **Compétences et expérience requises**

Nous recherchons un consultant/une équipe de consultants /un cabinet de consultance internationale ou national répondant aux exigences suivantes :

* Un diplôme de Maîtrise au minimum dans un domaine pertinent (sciences politiques, sociologie, relations internationales, gouvernance minière, analyse et gestion des conflits et disciplines similaires) ;
* Au moins 10 années d'expérience professionnelle dans les domaines susmentionnés avec une expérience avérée dans la conduite de recherches quantitatives et qualitatives, en particulier dans la réalisation d'évaluations des projets complexes, multipartenaires dans les domaines de la consolidation de la paix et/ou de la gouvernance minière et d’évaluations basées sur la théorie;
* Expérience dans l’évaluation de projets de gouvernance minière artisanale en RDC et de peacebuilding/gestion de conflits. L'expertise genre doit également être tangible au sein de l'équipe.
* Expérience avec un logiciel d'analyse de données quantitatif ou possibilité de sous-traiter des travaux (si une méthode d’analyse quantitative est proposée);
* Excellente connaissance pratique du français et d’excellentes compétences en rédaction en français et en anglais. La connaissance du kiswahili sera considérée comme un avantage ;
* Excellentes compétences en rédaction de rapports ;
* Connaissance du contexte socioculturel, économique et politique de la RDC et de la région de Grands-Lacs ;
* Connaissance et expérience des approches sensibles au genre, y compris la réalisation d'études de base ou d'évaluations sur les questions de genre et de conflit ;
* S'il s'agit d'une équipe d'évaluation nationale : conformité sur le plan de documents administratifs : documents complets et l’autorisation de fonctionnement en RDC valable et à jour (Numéro d’impôt et le numéro de TVA) pour le cabinet.
1. **Processus de dépôt des candidatures**

Les candidats intéressés par le présent appel d’offres peuvent soumettre à International Alert un dossier contenant :

1. Une lettre de manifestation d’intérêt ;
2. Deux rapports d’évaluation d’un précédent projet plus ou moins similaire
3. Un projet d’évaluation pour cette consultance (10 pages maximum). Ce projet d’évaluation devrait contenir une proposition technique incluant la description de la méthodologie et une proposition financière détaillée (nombre des jours et taux journalier) ;
4. Les documents officiels d’autorisation de travailler en RDC, s’il s’agit d’un cabinet de consultance national ;
5. Les CVs à jour et véridiques des consultants évaluateurs proposés pour cette évaluation ;
6. Trois (3) références des organisations pour lesquelles le consultant ou le cabinet a réalisé de récentes évaluations des projets similaires.

Les manifestations d’intérêt pour cet appel doivent être envoyées par courriel à l’adresse suivante : DRC.Office@international-alert.org en copiant plwanzo@interntional-alert.org au plus tard le **10 avril 2023**.

**ANNEXE 1 : Questions clés de l’évaluation finale**

Ce tableau reprend les principaux critères d’évaluation de l’OCDE qui devront guider cette évaluation. Les questions reprises dans le tableau ci-après auront de réponses à travers l’évaluation :

|  |  |
| --- | --- |
| **Critère d'évaluation (selon OCDE-CAD)[[2]](#footnote-2)** | **Questions clés** |
| *Pertinence* | * Les objectifs du Projet Madini sont-ils en adéquation avec les priorités nationales, régionales ou internationales en termes d’amélioration de la sécurité et des droits humains, la mise à écart des groupes armés dans les sites miniers des régions minières en conflit et la réduction de la contamination des chaînes de minéraux ?
* Les objectifs du projet et les interventions demeurent-ils pertinents même si le contexte évolue ? Est-ce le projet a su s’adapter à un contexte changeant ?
* Le projet Madini répond-t-il aux besoins des acteurs miniers, des acteurs de sécurité, de la communauté vivant dans les zones minières et des acteurs gouvernementaux ?
* De quelle manière le projet Madini a-t-il pris en compte l’aspect genre, notamment les besoins spécifiques des femmes comparé à ceux des hommes ?
 |
| *Efficacité* | * Dans quel manière les objectifs et les résultats du projet Madini ont-ils été atteints, ou sont en train de l’être ? Quels sont les principaux facteurs qui ont concouru à la réalisation ou à la non-réalisation des résultats ?
* La théorie du changement du projet, est-elle fondée sur des hypothèses valides/vérifiées ?
* Dans quelle mesure le projet a-t-il su gérer les risques contextuels et s’adapter au contexte changeant tout en poursuivant l’atteinte des objectifs ?
 |
| *Efficience*  | * Les activités mises en œuvre ont-elles permis d’atteindre les résultats attendus avec les ressources disponibles dans les temps imparti ?
* Dans quelle mesure les ressources (humaines, financières, administratives) ont-elles été utilisées correctement et d’une manière efficiente pour obtenir des résultats ?
* Existe-t-il de meilleurs moyens (plus efficients) d’atteindre les objectifs ?
 |
| *Durabilité*  | * Quelles sont les mesures prises ou envisagées pour créer des processus, des normes ou des institutions durables à l’appui à la paix et à une meilleure gouvernance dans le secteur minier ?
* Dans quelle mesure les effets positifs du programme vont-ils perdurer lorsqu’une aide ou un appui extérieur aura pris fin ?
 |
| *Cohérence*  | * Est-ce qu’il y a une stratégie de partenariat et une distribution de rôles et responsabilités claires au sein du consortium Madini ?
* Comment le projet a-t-il réussi à créer des synergies entre les partenaires du consortium Madini et de leurs expertises spécifiques ?
* De quelle manière le projet a travaillé en complémentarité, harmonisation, et coordination avec d’autres acteurs dans le même contexte ?
 |

1. La formation devrait porter sur l’approche méthodologique qui sera utilisée, ainsi que sur les outils de collecte des données. En cas d’impossibilité de recruter les collecteurs des données, International Alert pourrait rendre disponible au cabinet/consultant sa base de données des personnes qualifiées pour la collecte des données dans les différents sites de mise en œuvre du projet. [↑](#footnote-ref-1)
2. Pour en savoir plus sur les critères et pour obtenir des exemples de champs d'investigation, veuillez consulter les p. 45 et 49 du document *Evaluating Peacebuilding Activities in Settings of Conflict and Fragility: Improving Learning for Results (Évaluation des activités de construction de la paix dans les contextes de conflit et de fragilité : améliorer l'apprentissage pour obtenir des résultats),* Lignes directrices et ouvrages de référence du CAD*,* Publication de l'OCDE.[*http://dx.doi.org/10.1787/9789264106802-en*](http://dx.doi.org/10.1787/9789264106802-en) [↑](#footnote-ref-2)